

LA PREMIÈRE INTERNATIONALE À BARCELONE (1868—1870)

La connaissance des tendances qui prédominaient dans les milieux ouvriers barcelonais avant 1868¹ quant au travail et à la politique, nous permet d'évaluer avec quelque certitude l'influence exercée par la visite de Fanelli sur l'orientation du mouvement ouvrier, et de mieux comprendre la signification des courants qui se manifestèrent au Congrès Ouvrier de Barcelone en juin 1870.

D'un côté, il y avait dans le mouvement ouvrier catalan d'avant 1868 la tendance socialiste. C'est elle qui accueillit à Barcelone l'envoyé de Bakounine. Cependant, la conversion de Farga Pellicer et de la minorité ouvrière dirigeante au révolutionnarisme extrême et subversif, c'est-à-dire à l'anarchisme, ne s'accomplit entièrement qu'après le Congrès de l'Internationale à Bâle (septembre 1869), et le poids de leurs convictions politiques fut pour beaucoup dans ce retard. D'un autre côté, la tendance individualiste, avec Roca y Galés en tête, se constitua pendant le Congrès de 1870 en tant qu'opposition. Bien que débordée, elle n'en fut pas moins importante, et mérite d'être prise en considération, aussi bien pour juger de l'action de la tendance internationaliste et de sa pénétration effective dans la masse, que pour suivre, dans de futures monographies, les incidences de sa survivance éventuelle.

L'ORIENTATION DU MOUVEMENT OUVRIER APRÈS 1868

En octobre 1868, profitant du climat de liberté qui régnait alors, les sociétés ouvrières barcelonaises, dans des circonstances dont les détails sont encore mal connus, constituèrent la Direction Centrale des Sociétés Ouvrières de Barcelone, selon le rapport présenté par

¹ Cf. l'article publié dans cette même revue, *International Review of Social History* (1959), p. 1-21, sous le titre: Le socialisme et le mouvement ouvrier à Barcelone à la chute d'Isabelle II.

Farga Pellicer et Sentiñón au Congrès de l'Internationale à Bâle.¹ Dès le 23 février 1869, cette Direction Centrale devenait le Centre Fédéral des Sociétés Ouvrières.²

La tendance républicaine en politique et coopératiste en ce qui concerne les rapports entre le capital et le travail, semble caractériser ces sociétés ouvrières. Héritières de celles qui, quelques années plus tôt, en pleine période isabelline, restaient fidèles aux directives du parti démocratique, elles suivirent donc la même ligne de conduite après que la monarchie eut été renversée et que la démocratie eut pris son véritable nom de parti républicain.

L'orientation républicaine fut proclamée publiquement lors du Congrès qui se réunit les 12 et 13 décembre 1868 sur l'initiative de la Direction Centrale des Sociétés Ouvrières de Barcelone. D'après la convocation, la principale décision que le Congrès devait prendre était de „déterminer la forme de gouvernement la plus apte à protéger les intérêts de la classe ouvrière, afin de la soutenir par les efforts de tous”; „la question fondamentale, qui résume toutes les autres – précisait la convocation – est celle de la reconstruction de notre patrie, qui ne peut naître que d'un système de gouvernement accepté par la nation tout entière”.

Le Congrès réunit 61 sociétés ouvrières. Il acclama „librement et unanimement la forme de gouvernement républicaine, démocratique et fédérale”.

D'autre part, bien que le sujet ne figurât pas à l'ordre du jour, de franches sympathies se manifestèrent pour le système coopératif. Défendant l'idée d'une République fédérale, Farga Pellicer la compara à celle de la coopération: si l'une délivre le peuple „de la tyrannie des despotes”, l'autre l'affranchit „de la tyrannie du capital”, et il se félicita de ce que le Congrès, ayant examiné la question de l'imprimerie en vue de la publication d'un journal ouvrier, se fut prononcé pour le système coopératif.³

Le Congrès Ouvrier de décembre 1868 avait accordé la primauté au problème du régime politique, et la Direction Centrale des Sociétés Ouvrières, dans plusieurs documents publiés par le journal républicain *La Alianza de los Pueblos*, recommandait instamment d'aller aux

¹ Publié par O. Testut: *Le livre bleu de l'Internationale*, Paris, 1871, p. 136, et par le journal *La Federación*, organe du Centre Fédéral des Sociétés Ouvrières de Barcelone, 2 janvier 1870, n° 23, p. 3. Sur l'agent de la police secrète, O. Testut, cf. Giuseppe Del Bo: *Lo spionaggio intorno alla I Internazionale*: Oscar Testut, agente segreto „numero 47”, dans *Movimento Operaio* (Milan, 1952), p. 954-970.

² Cf. le communiqué publié par le journal républicain de Barcelone, *La Alianza de los pueblos*, 28 février 1869, n° 98, p. 3.

³ Cf. *La Alianza de los pueblos*, 6 décembre 1868, n° 14, p. 3; 14 décembre 1868, n° 22, p. 2, et 15 décembre 1868, n° 23, p. 3.

urnes et de voter pour le parti républicain.¹ Cela n'empêcha pas les sociétés ouvrières de présenter des revendications fondées sur les intérêts de classe. Mais ces revendications, fait à noter, furent exprimées sur un ton de modération,² plus ou moins forcé, qui, de toute évidence, répondait aux directives d'ordre et de légalité adoptées d'avance par le parti républicain.³

¹ 14 janvier 1869, n° 53, p. 2.

² Le rapport présenté au Gouverneur Civil, M. Moncasi, le 3 décembre 1869, demandant la convocation d'une réunion paritaire de patrons et d'ouvriers pour mettre au point des questions professionnelles, abonde en expressions conciliantes: „(...) en recourant aujourd'hui à V. E., nous n'essayons pas de faire obstacle aux autorités, nous ne désirons pas soulever des problèmes sociaux, et encore moins engager une lutte ou provoquer le moindre désaccord entre les ouvriers et les entrepreneurs qui donnent la vie aux industries avec leurs intelligences et leurs capitaux (...). Les intérêts des uns et des autres [ceux des ouvriers et ceux des entrepreneurs] sont si intimement liés que ce qui est bon pour les uns est – et doit être – bon pour les autres”. Cf. La Alianza de los pueblos, 5 décembre 1868, n° 13, p. 3. – Antonio Marsal Anglora, dont nous parlerons plus loin en tant que participant au Congrès de l'Internationale à Bruxelles en 1868, s'exprime également dans le sens de la modération au cours de la deuxième séance du Congrès Ouvrier (13 décembre 1868, cf. La Alianza de los pueblos, 15 décembre 1868, n°23, p. 2). Se référant certainement à la résistance opposée par la Junta Révolutionnaire de Cadix à sa dissolution (cf. *ibid.*, Justicia, 16 décembre 1868, n° 24, p. 1-2), „il recommande de façon insistante qu'on persévère dans cette attitude sensée et prévoyante qui nous permet de discuter avec mesure, même en ce moment d'angoisse (...) où nos frères et coreligionnaires sont en train de verser leur sang généreux... peut-être, d'ailleurs, parce qu'il leur a manqué cette modération dont nous faisons preuve aujourd'hui. Il continue en recommandant d'être vigilant contre toute suggestion subversive et il souhaite que, repoussant toute tentative d'agitation, l'ouvrier refuse de servir d'instrument contre les principes mêmes qu'il vénère. Sans cela, nous enfoncerions nous-mêmes un poignard dans le sein virginal de la nouvelle République (...)”.

³ Dans un manifeste du Comité républicain fédéral de Barcelone, du 28 juillet 1869, on décèle la tendance du parti républicain à vouloir capter les sympathies des bourgeois, que le moindre soupçon quant à la possibilité de réformes sociales portant préjudice à leurs propres intérêts aurait certainement fait fuir. Le peuple, affirme le document, “dans sa soif de liberté et de réformes, s'est accroché à cette idée [l'idée républicaine] comme le naufragé s'accroche à la bouée de sauvetage”. Mais „la classe moyenne, moins nécessaire que lui, considère nos doctrines avec dédain”. En conséquence, le manifeste propose „d'employer nos efforts à attirer cette classe [bourgeoise] qui est restée jusqu'à présent indifférente ou systématiquement hostile à nos principes, dont elle a pourtant autant besoin que la classe ouvrière (...). Faisons comprendre (...) que le parti républicain est le défenseur de la justice, et la classe moyenne prendra place dans nos rangs, à l'ombre de nos drapeaux”. Cf. La Razón (Barcelone), 28 juillet 1869, n° 89, p. 1.043. – À la lumière de ces positions du parti républicain, il est facile de comprendre les amers reproches que „La Solidaridad”, organe de la section madrilène de l'Internationale, adresse à Fernando Garrido. Ce journal l'accuse d'appartenir à cette espèce de politiciens „(...) qui craignent de s'occuper de la question sociale dans leurs journaux, pour ne pas effrayer les intérêts des *clases conservatrices*; qui, dans les clubs, seul endroit où ils osent dire quelque chose, ils ne font que parler de réformes sociales pour flatter nos oreilles, mais sans nous dire en quoi consistent ces réformes ni par quels moyens nous pourrions les réaliser”. Reproduit par La Federación, 5 juin 1870, n° 44, p. 2. – L'attitude d'Élie Reclus, ami intime de Garrido

LA FORMATION DU PREMIER NOYAU INTERNATIONALISTE

La visite de Fanelli en Espagne, à la fin de 1868, constitue la première tentative sérieuse d'étendre l'organisation de l'Internationale à ce pays. Avant le voyage de Fanelli, on possédait déjà, à Barcelone, des informations sur l'Internationale. L'hebdomadaire *El Obrero*¹ avait parlé de la Conférence de Londres (25-29 septembre 1865). Plus tard, un article de A. Gusart dans cet hebdomadaire et un autre de J. Güell y Mercader dans *La Asociación*, interprètent de façon identique la création de ce nouvel organisme. Suivant les préoccupations dominantes dans le mouvement ouvrier catalan de l'époque, ils n'y voient qu'un élargissement au domaine international du principe d'association, de la coopération, du crédit et de l'aide mutuelle.² Les spéculations de Max Nettlau sur l'article de Gusart, qui, à son avis, répondrait à une lettre du secrétaire français du Conseil de Londres, Dupont, reposent sur le fait que H. Jung, ayant lu dans *L'Association de Paris* des nouvelles sur le Congrès Ouvrier de Barcelone de décembre 1865, proposa à la réunion du Conseil Général de l'Internationale du 6 février que Dupont se mit en rapport, par correspondance, avec Gusart, président de ce Congrès.³

Jusqu'à 1867, il n'existe pas de témoignages incontestables de rapports directs avec l'Internationale, si l'on excepte la mystérieuse présence d'un certain „citoyen Mollard”, de Barcelone, à la réunion du Conseil Général à Londres le 25 septembre 1866.⁴ A l'occasion du Congrès de l'Internationale à Lausanne (2-7 septembre 1867), une

et son compagnon pendant la tournée qu'ils firent ensemble en Espagne vers la fin de 1868, est révélatrice en ce sens. Dans la chronique écrite en Espagne et publiée le 14 novembre 1868 par la „Revue Politique et Littéraire”, il affirme que dans ce pays il a été convenu de reporter les questions sociales jusqu'après l'instauration de la République, ce qu'il justifie en disant qu'un peuple ne peut pas s'attaquer à deux grandes entreprises à la fois. Cf. Max Nettlau, *Bakunin, la Internacional y la Alianza en España*, Buenos Aires, 1925, p. 24-26.

¹ 1er. novembre 1865, n° 61, p. 365.

² *La Asociación Internacional*, dans *El Obrero*, 18 mars 1866, cité par Max Nettlau: *Impresiones sobre el desarrollo del socialismo en España*, dans *La Revista Blanca*, 1er. septembre 1928, p. 164-165; et *Los obreros en Europa*, dans *La Asociación*, 3 juin 1866, n° 9, p. 102-105.

³ Cf. Max Nettlau: *Zur Geschichte der spanischen Internationale und Landesföderation*, dans *Archiv für die Geschichte des Sozialismus und der Arbeiterbewegung* (1929), p. 11 et 14-15. Le procès-verbal de cette réunion du Conseil Général de Londres dans le *Minute-Book of the first International Working Men's Association*, manuscrit qui se trouve à l'Institut International d'Histoire Sociale d'Amsterdam, vol. I, p. 101.

⁴ Cf. *Minute-Book*..., vol. II, p. 11. Il se peut qu'il s'agisse du même espagnol dont parle Marx dans sa lettre à Engels du 1er. mai 1865 (*Marx-Engels Gesamtausgabe*, Band III, Abt. 3, Berlin, 1930, p. 263) et de celui que mentionne Guillaume, *L'Internationale*, vol. I, Paris, 1905, p. 25, n° 2.

Ligue social-républicaine de Barcelone – très probablement la Légion Ibérique, dont nous allons parler – adresse une proclamation au Congrès exprimant son aversion à l'égard du trône et de l'autel et ses sentiments de fraternité universelle, ainsi qu'un vague idéal de paix et d'humanité.¹ Tout ce que l'on sait de cette organisation jusqu'alors c'est qu'elle avait été fondée par Fernando Garrido à Barcelone, en 1860 ou 1861, pour recruter des volontaires pour l'Italie.² En 1868, elle envoie un représentant au Congrès de l'Internationale à Bruxelles (6-13 septembre) en la personne d'Antonio Marsal Anglora, „Sarro Magallán”.³ Faute de références ultérieures, il est impossible d'estimer l'importance de ces premiers contacts.

Il ressort des procès-verbaux des réunions du Conseil Général de Londres que, de 1864 à 1868,⁴ on y parla de l'Espagne à neuf reprises. Mais ces préoccupations restèrent purement théoriques.

De son côté, Bakounine avait déjà connu Fernando Garrido en 1864, à l'époque où il s'occupait avant tout de faire du prosélytisme pour sa société révolutionnaire. Et c'est vraisemblablement de Garrido qu'il parle dans sa lettre à Herzen du 19 juillet 1866, quand il affirme que sa société secrète possède des adhérents en Espagne.⁵ Mais ce fut la révolution de 1868 qui le décida à intervenir. Lorsque les nouvelles de la révolution espagnole se répandirent en Europe, Bakounine se trouvait à Berne, où il participait au II^{ème} Congrès de la Ligue de la Paix et de la Liberté (21-25 septembre). D'après le témoignage d'Alberto Tucci, qui assistait au Congrès, l'agitateur russe crut avoir à sa portée la possibilité de donner à la révolution une tournure conforme à ses plans de révolution universelle.⁶

¹ Publiée, en partie, par Der Vorbote, de Genève, octobre 1867, n^o 10, p. 154.

² Cf. E. Rodríguez Solís: *Historia del partido republicano español*, Madrid, vol. II, 1893, p. 544-545.

³ „Sarro Magallán”, comme le remarque J. J. Morato: *Historia de la seccion española de la Internacional*, Madrid, s.d. (mais en 1928), p. 23, n'est que l'anagramme du véritable nom de famille de Marsal Anglora.

⁴ *Minute-Book...*, vol. I, p. 14, 79, 106, 110, 111, 115, vol. II, p. 11, 102, 158, 159, 165.

⁵ Dragomanov: *Correspondance de M. Bakounine: lettres à Herzen et à Ogarev*, Paris, 1896, p. 214. Max Nettlau estime probable qu'il se réfère à Garrido. Cf. son *Bakunin und die Internationale in Spanien, 1868-1873*, dans *Archiv für die Geschichte des Sozialismus und der Arbeiterbewegung* (1914), p. 246, 247, où il laisse entendre que leur rencontre avait pu avoir lieu à Londres. En tous cas, il est certain qu'ils se rencontrèrent à Florence: les rapports de la police de cette ville font état, en juin 1864, des contacts entre Bakounine et Garrido, et, à propos de ce dernier, remarquent que „personne ne connaît sa demeure, mais on suppose qu'il habite quelque part en Toscane sous un autre nom”. Cité par Elio Conti: *Le origini del socialismo a Firenze*, Rome, 1950, p. 71. Cf. également, du même auteur: *Alcuni documenti relativi al soggiorno fiorentino di Bakunin*, dans *Movimento Operaio* (1950), p. 122.

⁶ M. Nettlau: l.c. p. 249; Michael Bakunin, *eine Biographie* vol. III, note 3958, et Bakunin, *la Internacional y la Alianza en España*, Buenos Aires, 1925, p. 22.

L'émissaire personnel de Bakounine, après l'échec de la proposition faite à Élisée Reclus,¹ fut Giuseppe Fanelli.² Les vicissitudes de son voyage sont connues en grande partie grâce à la documentation recueillie par Max Nettlau.³ Son expérience personnelle dans le domaine du socialisme national de type piscanien, qu'il avait déjà dépassée à cette époque, le rendait capable d'inculquer de façon convainquante aux premiers prosélytes le radicalisme révolutionnaire de Bakounine, et de semer dès le début l'idée qu'il fallait absolument repousser les compromis avec tous les partis politiques. Il existe en ce sens un intéressant témoignage recueilli par Max Nettlau de la bouche d'Élie Reclus. Ce dernier, en dépit du refus opposé par son frère Élisée, était allé en Espagne, surtout, semble-t-il, pour des raisons journalistiques, et c'est en sa compagnie que Fanelli fit le voyage de Barcelone à Madrid. Nettlau écrit: „En 1895, il (Élie Reclus) m'a raconté qu'il l'avait introduit (Fanelli) auprès de ses amis espagnols; il remarqua bientôt qu'il se passait quelque chose derrière son dos, que Fanelli agissait en réalité contre les républicains qu'il rencontrait, car il propagait l'idée que la véritable révolution en finirait aussi bien avec les républicains qu'avec les monarchistes”.⁴

Il semble que le travail de Fanelli à Barcelone ait été exécuté non pas lors de son premier séjour, à son arrivée de Gênes vers la mi-novembre 1868, mais à son retour de Madrid.⁵ La recommandation de José Ru-

¹ Cf. Elisée Reclus: *Correspondance*, vol. I, Paris, 1911, p. 292-294, où il donne les raisons de son refus.

² Au sujet de Fanelli, le meilleur ouvrage, malgré son style quelque peu déclamatoire et des erreurs grossières à propos de son séjour en Espagne, est celui de A. Lucarelli: *Giuseppe Fanelli nella storia del Risorgimento e del Socialismo italiano*, Trani, 1953. Cf. également Aldo Romano: *Storia del movimento socialista in Italia*, vol. I et II, Rome, 1954, *passim*.

³ Lettre de Bakounine à C. Gambuzzi, du 2 novembre 1868, recueillie dans les *Nachträge zum II. Band de Michael Bakunin, eine Biographie*, note 4.403; lettre de Fanelli à Bakounine, du 5 novembre 1868, reproduite dans *Bakunin e l'Internazionale in Italia*, Genève, 1928, p. 149 et suivantes, et une autre lettre du 26 novembre, écrite de Madrid, *ibid*, p. 151. – Grâce aux documents recueillis par G. Cerrito et P. C. Masini: *Quattro lettere di Bakunin a G. Mazzoni, Movimento Operaio* (1951), p. 617-623, on sait que Fanelli partit le 12 octobre de Genève pour Florence muni d'une lettre de présentation de Bakounine pour Giuseppe Mazzoni, dans laquelle il disait, entre autres choses: „Vous qui connaissez tant d'Espagnols excellents [Mazzoni avait vécu exilé à Madrid en 1859], donnez-lui [à Fanelli] tous les détails, tous les conseils, toutes les adresses, et autant de lettres de chaude recommandation que vous le pourrez...”.

⁴ Bakunin, *la Internacional y la Alianza en España*, Buenos Aires, 1925, p. 32.

⁵ A. Lucarelli, dans son ouvrage déjà cité, p. 107, donne une explication absolument fantaisiste du fait que Fanelli ait commencé sa propagande à Madrid: cela aurait été dû – selon lui – à une prétendue orientation marxiste du Centre Fédéral des Sociétés Ouvrières. En réalité, de la documentation existante il ne ressort que deux motifs plausibles: les lettres de présentation de Mazzoni, qui étaient adressées à des personnes habitant à Madrid, et les conditions économiques précaires dans lesquelles se trouvait Fanelli au

bau Donadeu l'introduisit dans un groupe d'amis, parmi lesquels le peintre José L. Pellicer, son neveu Rafael Farga Pellicer et une vingtaine d'autres personnes. Ce groupe tint sa première réunion dans l'atelier de José L. Pellicer.¹ C'est de là que sortit le premier noyau internationaliste de Barcelone, auquel se joignirent plus tard le médecin Gaspar Sentiñón, qui avait étudié six ans à Vienne,² et un groupe d'étudiants: Trinidad Soriano, Antonio González Meneses et José García Viñas.³

Il existe des données certaines permettant d'affirmer que le radicalisme de Fanelli ne parvint pas à changer immédiatement l'orientation républicaine des premiers militants internationalistes. Il est vrai que les membres de ce noyau, qui appartenaient à l'aile socialiste du parti républicain, professaient un socialisme qui, tout comme la tendance existant sous ce nom en Espagne avant 1868, ne se contentait pas d'une simple réforme politique, d'un simple changement de régime. Mais un tel changement était considéré comme une condition nécessaire. Le Manifeste du 2 mai 1869, par lequel la section de Barcelone de l'Internationale annonce sa constitution aux sections d'Europe et d'Amérique, est tout entier imprégné de la conviction que l'étape fiévreuse, mais indispensable, de la lutte politique étant désormais dépassée, le moment est arrivé de poser les problèmes sur leur véritable terrain, le terrain social: „Démocrates socialistes par conviction, travailleurs dans ce qu'on a si mal appelé l'ordre social, toute la chaleur et la passion de la lutte politique que nous sommes obligés de soutenir contre les tendances réactionnaires de certaines factions politiques ne nous ont pas fait oublier un seul moment que la délivrance du travailleur ne consiste pas en un organisme politique plus ou moins parfait”.⁴

cours de son voyage (il avait dû emprunter 100 livres à Elie Reclus, d'après la lettre, déjà citée, du 26 novembre 1868 à Bakounine), qui ont pu l'obliger à se soumettre au programme de voyage de Reclus et de Garrido.

¹ C'est ce qu'affirme J. Salas Antón dans les notes utilisées par S. Magalhaes Lima dans *O Socialismo na Europa*, Lisbonne, 1892, p. 319.

² Cf. J. Guillaume: *L'Internationale*, vol. I, Paris, 1905, p. 242-243. Le *Minute-Book of the first International Working Men's Association*, vol. II, p. 217, contient le procès-verbal de la séance du 15 juin 1869 où il est dit: „il a été lu une lettre de Gaspar Sentiñón, un espagnol résidant en Russie orientale qui désire correspondre avec le secrétaire de la section de Barcelone, à laquelle il entend adhérer de préférence à toute autre, car il retourne en Espagne”.

³ L'importance de ce groupe d'étudiants a été mise en relief par A. Lorenzo: *El proletariado militante*, vol. I, Barcelone, 1902, p. 62, en disant que le mouvement ouvrier catalan se serait limité à la défense de ses intérêts de classe sans „intelligence et l'énergie d'une demi-douzaine de jeunes étudiants, d'origine bourgeoise, qui inculquèrent l'idéal...”.

⁴ Le manifeste fut publié par *L'Egalité* de Genève le 22 mai 1869, n° 18, p. 2-3. Il a été également reproduit par O. Testut: *L'Internationale*, Paris, 1871, p. 256-258. Le processus

La lettre de Farga Pellicer à Bakounine du 1^{er} août 1869, non seulement apporte quelques informations intéressantes sur la situation minoritaire du groupe socialiste dans les milieux ouvriers barcelonais, mais confirme pleinement cette interprétation du socialisme professé par le noyau: c'est qu'ils sont absorbés par les luttes politiques. En effet, le Centre Fédéral, dont Farga Pellicer est secrétaire, et où quelques militants du noyau occupent des postes importants, „jusqu'à présent s'est seulement occupé d'organiser des associations ouvrières de tous les arts et métiers et de faire de la propagande pour la victoire de la République Fédérale dans la grande lutte que nous soutenons contre les monarchistes et autres conservateurs de toutes les tyrannies”; ils se définissent, enfin, comme „rationalistes socialistes et républicains fédéralistes”.¹

Mais c'est la ligne suivie par La Federación, organe du Centre Fédéral des Sociétés Ouvrières dirigé par Farga Pellicer, dans les questions du coopératisme, de la résistance et de la participation à la politique, qui est véritablement révélatrice. Elle montre non seulement la faible conscience révolutionnaire du noyau internationaliste, même après la visite de Fanelli, mais également le fait que c'est seulement après le Congrès de l'Internationale à Bâle, auquel G. Sentiñón assista comme délégué de la section de Barcelone (et également de la section de l'Alliance de Genève) et Farga Pellicer comme délégué du Centre Fédéral, que le noyau perçut clairement les objectifs à atteindre selon les idées de Bakounine et prit une orientation décidément subversive.

L'INFLUENCE DU CONGRÈS DE BÂLE (6-12 SEPTEMBRE 1869)

Le Centre Fédéral des Sociétés Ouvrières avait ratifié et exposé amplement, dans un long document publié dans les numéros 2, 3 et 4 de La Federación (8, 15 et 22 août 1869), la position adoptée le 28 mars de la même année² sur la coopération et la résistance: opposition décidée aux sociétés de résistance et appui inconditionnel à la forme coopérative, qui réalise la véritable émancipation de l'ouvrier „par un chemin long mais sûr”.³

Cette position ne différait guère de celle défendue par Roca y Galés dans La Asociación en 1866 et stimulée par la tendance individualiste de l'ancien parti démocratique. S'il n'y avait pas eu d'influences étran-

de formation de la section de Barcelone était suivi par le Conseil Général de Londres à travers les nouvelles publiées par 'L'Egalité'. Cf. Minute-Book..., vol. II, p. 204 et 210.

¹ Cf. Max Nettlau: Miguel Bakunin, la Internacional y la Alianza en España, Buenos Aires, 1925, p. 45-47.

² Cf. La Alianza de los pueblos, 29 mars 1869, n° 126, p. 1.

³ La Federación, 15 août 1869, n° 3, p. 2.

gères, la propagande de Farga Pellicer et ses amis aurait dû logiquement s'orienter vers le soutien prudent, comme les circonstances l'exigeaient, d'un appui légal, sous forme de crédit gratuit, de droit au travail en général, etc., qui aurait pu garantir l'efficacité de l'émancipation ouvrière et attacher les problèmes économiques à la sphère de la politique, sans pour cela affaiblir leur adhésion aux décisions du Centre concernant le coopératisme et la résistance.

Or, fait significatif, tandis que dans l'article „Nuestra conducta ante el paro de los jornaleros, hiladores y tejedores mecánicos”, publié par La Federación du 22 août 1869 – c'est-à-dire avant Bâle – on parle encore d'unir fraternellement, par la coopération, le capital et le travail,¹ qu'on loue dans ce même numéro le système coopératif de Schulze-Delitzsch, une note du numéro du 7 novembre souligne déjà avec une certaine complaisance une nouvelle de Vienne constatant l'échec des méthodes de ce théoricien allemand de la coopération.² Quelques jours après, le 21 novembre, une position tout à fait opposée à celle que La Federación avait soutenue jusqu'alors fait son apparition: le principe coopératif *ne* résoud *pas* tout; on *ne* doit *pas* condamner les sociétés de résistance.³

Dans le domaine du coopératisme, la position définitive est arrêtée dans les numéros des dernières semaines de janvier et de la première semaine de février 1870;⁴ en ce qui concerne la résistance, elle l'est un peu plus tard.⁵ La coopération que les ouvriers doivent pratiquer n'est pas la coopération bourgeoise, dans laquelle „se retrouvent tous les éléments de l'économie politique mésocratique: l'intérêt du capital, les dividendes et les primes, en un mot tout ce qui contribue à l'exploitation du travail par le capital”,⁶ mais la coopération *solidaire*.

La notion de coopération solidaire, avec sa jumelle la résistance solidaire, n'exprime pas une nouvelle modalité technique de coopération ou de résistance; il s'agit, ni plus ni moins, d'une manière nouvelle de voir le problème ouvrier. D'après les nouvelles conceptions de La Federación, il ne s'agit pas de fonder des petites sociétés, avec lesquelles les ouvriers sont „aussi impuissants à réaliser l'émancipation sociale que s'ils étaient isolés”,⁷ ni de se grouper afin d'obtenir par la

¹ N° 4, p. 2.

² N° 15, p. 2.

³ N° 17, p. 1.

⁴ La Federación, 23 et 30 janvier, 6 février 1870, n° 26 à 28.

⁵ 20 mars et 24 avril 1870, n° 34 et 38.

⁶ La cooperación, dans La Federación, 23 janvier 1870, n° 26, p. 1; cet article est la transcription, presque littérale, d'un autre article paru sous le titre De la coopération dans L'Égalité de Genève, le 4 septembre 1869, et reproduit dans Oeuvres de Bakounine, Paris, Stock, v.V., p. 210-218.

⁷ La cooperación solidaria, dans La Federación, 30 janvier 1870, n° 27, p. 1.

résistance des avantages pour des petits groupes ou pour une profession déterminée (augmentations de salaire, diminution des heures de travail, défense d'un travailleur injustement traité).¹ Le mal que subit l'ouvrier „ne réside pas dans tel ou tel abus, mais dans le système tout entier”.² En fin de compte, il ne s'agit pas d'appliquer des remèdes partiels, d'obtenir des „améliorations”,³ mais de construire „le régime social de l'avenir”,⁴ de rendre les collectivités ouvrières maîtresses des instruments de travail, d'organiser le travail et la consommation de manière à éviter le chômage et la surproduction, d'arriver à réaliser la fusion des fonds des coopératives et des caisses de résistance afin de constituer la base économique d'une société fondée sur le travail.⁵

Entre les premières positions modérées conseillant la voie, „longue mais sûre”, d'un coopératisme qui cherchait à affranchir les opprimés en passant par „le large champ de l'épargne” ouvrière⁶ et le rêve d'une société solidaire, dans laquelle „les sociétés de résistance fédérées et devenues sociétés de production (car il n'y aura plus personne à qui résister) constitueront le gouvernement des pays, dont les fonctions seront purement administratives...”,⁷ entre ces deux positions se situe, chronologiquement et logiquement, un événement: le Congrès de Bâle. C'est là que Bakounine et les internationalistes groupés autour de lui eurent l'occasion de mettre en avant, surtout pendant les séances consacrées à la propriété foncière, à l'héritage et aux caisses de résistance, leurs idées d'une transformation radicale de la société. Farga Pellicer et Sentiñón purent ainsi assimiler par contact direct, et non plus seulement par les écrits,⁸ les idées dont s'inspirait le programme de Bakounine: la société égalitaire, le collectivisme, la suppression de l'héritage, l'abstentionnisme en politique, le révolutionnarisme extrême. Là, les délégués barcelonais apprirent des internationalistes belges cette idée qui les fascina dès le premier instant: l'organisation de la société future, contenue déjà en germe dans les organisations de l'Internationale.⁹ C'est sous le signe du collectivisme révolutionnaire que le Congrès de Bâle se déroula.

¹ Resistencia solidaria, dans *La Federación*, 20 mars 1870, n° 34, p. 1.

² *La Federación*, n° 38, 24 avril 1870, p. 1.

³ La cooperación solidaria, dans *La Federación*, 30 janvier 1870, n° 27, p. 1; cf. également *Contestación a...* „Diario de Barcelona”, dans *La Federación*, 6 décembre 1869, n° 19, p. 1.

⁴ *La Federación*, 24 avril 1870, n° 38, p. 1.

⁵ *Ibidem*.

⁶ *La Federación*, 15 août 1869, n° 3, p. 2.

⁷ Resistencia solidaria II, dans *La Federación*, 24 avril 1870, n° 38, p. 1.

⁸ A partir de mars 1869, ils recevaient *Le Progrès*, journal édité par J. Guillaume, auquel Bakounine avait remis une liste d'adresses espagnoles avec la recommandation de le leur envoyer. Cf. J. Guillaume, *L'Internationale*, v.I, Paris, 1905, p. 139, n. 3 et 140.

⁹ Cf. Rapport de la section bruxelloise au Congrès de Bâle, par César de Paepe, dans le

Les présuppositions idéologiques de cette société solidaire, soutenues, au sein de l'Internationale, par le courant dirigé par Bakounine,¹ se reflètent avec fidélité et concision dans l'article „Explication du programme de l'Association Internationale des Travailleurs” publié par La Federación: l'égalité est l'objectif à atteindre; la conquête de cet objectif exige la lutte contre les privilèges, non pas sur le terrain politique, monopolisé par la classe bourgeoise, „dont le but est la consolidation et l'extension de son propre pouvoir”, mais sur le terrain économique, par le collectivisme et l'abolition du droit d'héritage, capables d'assurer, pour le présent et l'avenir, un ordre social égalitaire.²

Voici un fragment du même article où il apparaît déjà la décision de rompre avec toute politique quelle qu'elle soit, décision d'ailleurs implicitement contenue dans la notion de „société solidaire”: „Depuis que l'Association Internationale a reconnu que le grand objectif auquel doit être subordonné tout mouvement politique est l'émancipation économique des travailleurs, elle rejette toute politique qui ne tende pas directement vers cet objectif; (...) pour atteindre le grand objectif de l'Internationale (...), il faut détruire la tyrannie du capital, détruire tout pouvoir, toute existence des bourgeois”.³

En résumé, le Congrès de Bâle eut l'effet d'un impact qui, agissant immédiatement sur Farga Pellicer et Sentiñón et par répercussion sur le mouvement ouvrier catalan, provoqua un changement d'objectif

Compte-rendu du IVe. Congrès International tenu à Bâle en septembre 1869, Bruxelles, Brismée, 1869, p. 103-104. Le 7 novembre 1869, La Federación, n° 15, p. 2, reproduisit un article de L'Internationale de Bruxelles, Las actuales instituciones de la Internacional consideradas en relación con el porvenir, dont A. Lorenzo: El proletariado militante, v.I, Barcelone, 1902, p. 233, dit qu'il „parcourut triomphalement toute la presse ouvrière de l'époque”.

¹ Il est symptomatique que La Federación du 31 octobre 1869, n° 14, p. 2, après avoir publié le célèbre manifeste de Marx de 1864, affirme que l'Association Internationale des Travailleurs, à la suite du Congrès de Bâle, pense „d'une manière plus cosmopolite et plus radicale que Marx”.

² La Federación, 25 décembre 1869, n° 22, p. 1.

³ *Ibidem*. Un détail curieux: l'orthographe du mot *burgués* et de ses dérivés. Ces mots sont soit mal écrits (*burgés*, *burgesia*) et en italiques, soit simplement transcrits sans changement du français (*bourgeois*, *bourgeoisie*). Cela prouve clairement qu'il s'agissait d'expressions importées de France par les internationalistes de Barcelone. La classe bourgeoise, avant l'introduction de ce mot, était toujours désignée par l'expression „clase media”. – Dans sa lettre à Engels du 29 mai 1872, Paul Lafargue écrit d'Espagne: „(...) il y a ici un grand fanatisme de classe. Il faut entendre les Catalans prononcer le mot *borghés* pour se faire une idée de ce fanatisme” (cité par Max Nettlau: Documentos inéditos sobre la Internacional y la Alianza en España, Buenos Aires, 1930, p. 103). Luis Díez del Corral: El Liberalismo doctrinario, Madrid 1945, p. 20, n° 17, remarque à juste titre que presque tous les Espagnols sont d'accord pour trouver dans le mot „burgués” „comme un fond trouble d'insulte”. Et, en effet, c'est bien le sens que lui donnaient ceux qui furent les premiers à l'importer.

de ses aspirations politiques et sociales. Les idéaux républicains, fédéraux et socialistes annoncés par Farga Pellicer dans sa lettre à Bakouline du 1^{er} août 1869 comme étant le patrimoine du groupe des premiers internationalistes barcelonais, qui impliquaient en fin de compte le désir d'un aménagement rationnel de la vie économique, l'aspiration à une harmonisation juridique des rapports entre le capital et le travail, ou, tout au plus, une attitude s'inspirant des idées proudhoniennes – ces idéaux furent remplacés, après Bâle, par le rêve d'un ordre social sans aucun lien de continuité avec la société constituée.

Pour atteindre cette société idéale, la logique bakouninienne estimait indispensable une rupture violente avec le système social existant, une reconstruction radicale de la vie sociale sur des bases égalitaires. Tel est l'objectif que la propagande du noyau internationaliste poursuit après Bâle et que le Congrès Ouvrier de Barcelone visait en essayant de jeter les bases de la société future.

CONSOLIDATION DE LA TENDANCE INTERNATIONALISTE

Il semble que la première idée d'un Congrès ouvrier national vint de Madrid.¹ Un communiqué publié par *La Solidaridad*, organe du noyau internationaliste de la capitale espagnole, le 13 février 1870, le convoquait pour le premier dimanche de mai de la même année à Madrid, et y invitait „toutes les sociétés de travailleurs, constituées ou en projet, adhérant ou non à l'Internationale mais se déclarant d'accord avec ses statuts généraux”.² *La Federaci3n* du 27 février reproduisait le communiqué,³ mais proposait que la question du lieu fut soumise à un vote.

À cette époque, l'activité du noyau barcelonais était justement en plein développement. Le Centre Fédéral commençait à s'engager ouvertement dans les voies de l'Internationale. Dans une réunion tenue le 4 février, il „accepta à l'unanimité, après une longue discussion, tous les principes consignés dans les statuts de la grande Association Internationale des Travailleurs”; „l'adhésion matérielle à cette importante Association” – concluait le journaliste de *La Federaci3n* – „ne se fera pas beaucoup attendre”.⁴ Farga Pellicer et Sentiñ3n, de leur côté, étendaient leur activité propagandiste à Reus et à Tarragone,

¹ La g3n3se de cette id3e est expliqu3e en d3tail par A. Lorenzo: *El proletariado militante*, I, Barcelone, 1902, p. 137-147.

² *Ibid.* p. 139.

³ 27 f3vrier 1870, n3 31, p. 1.

⁴ *La Federaci3n*, 13 f3vrier 1870, n3 29, p. 2. Cette m3me impression se d3gage de la lettre de Sentiñ3n à Becker du 6 f3vrier 1870 (publi3e par Max Nettlau: *Documentos in3ditos sobre la Internacional y la Alianza en Espa3a*, Buenos Aires, 1930, p. 17). L'affirmation de Max Nettlau (*Bakunin und die Internationale in Spanien, 1868-1873*, dans *Archiv f3r die Geschichte des Sozialismus und der Arbeiterbewegung*, 1914, p. 259) selon laquelle le Centre F3d3ral devint Centre local de l'Internationale le 4 f3vrier 1870 est inexacte. Dans

afin d'attirer les organisations ouvrières de ces localités „et, de cette façon, de réunir en un seul faisceau tous les ouvriers de la Catalogne”.¹

L'euphorie qui apparaît dans les lettres de Bakounine à Albert Richard, internationaliste de Lyon, est un net symptôme de l'optimisme régnant dans l'esprit des militants de Barcelone au début de l'année 1870.² C'est pourquoi, tout en acceptant inconditionnellement l'idée du Congrès, on fit des réserves sur l'opportunité de le tenir à Madrid.³ Aux objections de Barcelone, s'ajoutèrent celles des sections des Baléares. L'assemblée de la section de Madrid, réunie le 13 mars 1870, annula la décision précédente et résolut de soumettre la question au vote des sections.⁴ C'est Barcelone qui fut alors désignée.⁵ La date de la réunion du Congrès avait été retardée à dessein, afin de permettre une meilleure préparation des sujets à l'ordre du jour.⁶ Les propositions de Madrid, Barcelone et les Baléares aboutirent aux sujets précis suivants :

- 1^o sociétés et caisses de résistance, leur fédération;
- 2^o la coopération, état présent et avenir;
- 3^o organisation sociale des travailleurs;
- 4^o attitude de l'Internationale vis-à-vis de la politique.⁷

Ce programme de discussion, et surtout les décisions et les règlements⁸ issus du Congrès, montrent clairement le but principal de celui-ci : donner au mouvement ouvrier une orientation en concordance avec les idées de l'Internationale.⁹ Le troisième point, sur l'organisation,

La Federación du 20 mars 1870, n° 34, p. 4, du 5 juin 1870, n° 44, p. 1, et du 12 juin 1870, n° 45, p. 1, on peut lire des avis ou des résumés de réunions délibérant dans ce sens. Mais l'approbation définitive des règlements n'a eu lieu que le 17 juillet et la fédération locale de Barcelone n'a été définitivement constituée, comme on le verra, que le 1^{er} septembre.

¹ Cf. la lettre de Sentiñón à Becker mentionnée dans la note précédente, ainsi que La Federación, 13 février 1870, n° 29, p. 3.

² Citées par Max Nettlau: Miguel Bakounin, la Internacional y la Alianza en España, Buenos Aires, 1925, p. 50.

³ Cf. La Federación, 27 février 1870, n° 31, p. 1. Dans *El proletariado militante*, v. I, Barcelone, 1902, p. 139, Anselmo Lorenzo fait également état d'une lettre de protestation de la section de Barcelone.

⁴ Cf. La Federación, 27 mars 1870, n° 35, p. 1, citant „La Solidaridad” de Madrid du 19 mars 1870, n° 10.

⁵ La Federación, 5 juillet 1870, n° 44, p. 1.

⁶ La Federación, 27 mars 1870, n° 35, p. 1, et 1^{er} mai 1870, n° 39, p. 1.

⁷ La Federación, 21 juillet 1870, supplément n° 1, p. 1.

⁸ Publiés par La Federación, 31 juillet 1870, n° 50, p. 1; 5 juillet 1870, suppléments n° 11 et 12, p. 22-24; 10 juillet 1870, suppléments n° 13 et 14, p. 25 et 26.

⁹ Dans l'entrefilet publié par La Federación du 24 avril 1870, n° 38, p. 4, on exprime la conviction que „lors du prochain Congrès ouvrier national (...) on jettera les bases de l'organisation de la classe ouvrière en Espagne (...); ce sera un centre où se manifesteront les aspirations de la classe ouvrière, afin de leur donner une direction plus en rapport avec les nouvelles idées collectivistes que soutient l'Internationale”.

répondait au besoin de donner une forme précise au mouvement. Les autres points à l'ordre du jour, y compris d'ailleurs le troisième, traduisaient l'intention de proclamer publiquement des directives qui étaient déjà propagées par La Federación et les autres journaux spécialisés, mais dont l'organisation s'inspirerait désormais officiellement.

Se plaçant dans la ligne de l'opposition intransigeante à l'ordre social existant, afin de construire le régime social de l'avenir, on attribua aux caisses de résistance, premier sujet de discussion, un rôle considérable dans l'organisation de la lutte pour la fameuse „liquidation sociale” : „c'est par la résistance que nous atteindrons (...) les conditions intellectuelles et matérielles nécessaires pour lutter contre les classes privilégiées”.¹

La société actuelle, fondée sur l'injustice, doit être remplacée par une société fondée sur le travail, dans laquelle la coopérative de production, organisée *solidairement*, sera la „formule de gouvernement”.² La commission chargée d'élaborer la résolution sur la coopération prit donc grand soin de distinguer deux orientations radicalement différentes dans le coopératisme. La première, plus ou moins ouvertement bourgeoise, n'arriverait à émanciper qu'„une partie insignifiante” de la classe ouvrière³ et son développement entraînerait „la création d'un cinquième état social (...) bien plus exploité que la classe ouvrière ne l'est aujourd'hui”.⁴ En revanche, la deuxième orientation du coopératisme, partant de l'idée de la société égalitaire, voit dans l'organisation

¹ Cf. le rapport de la commission chargée de la question de la résistance, dans La Federación, 29 juin 1870, supplément n° 8, p. 15. Ce journal publia les procès-verbaux complets du Congrès. Les rapports et les conclusions sont également reproduits par A. Lorenzo: *El proletariado militante*, v. I. Voir à ce sujet le v. I, Barcelone, 1902, p. 165. – La question de la résistance est étroitement liée à celle de la coopération: elles sont impliquées l'une dans l'autre, comme on l'a vu plus haut. Le rapport sur la coopération lu au Congrès critique ce qu'on qualifie d'idée bourgeoise de la coopération et affirme que l'objectif de la coopération solidaire n'est ni la formation de capitaux par les ouvriers, ni les améliorations réalisables au moyen de la coopérative, mais „la solidarité de toutes les volontés dans le désir ardent de nous soustraire tous, de façon directe, immédiate et définitive, à l'exploitation bourgeoise en renversant les colonnes de l'ordre(?) [le point d'interrogation est dans le texte] social actuel”. La Federación, 28 juin 1870, supplément n° 8, p. 15.

² L'expression est fort malheureuse. Le contexte indique qu'il s'agit plutôt d'une formule de vie sociale en général. Tout le rapport sur la coopération, d'une syntaxe torturée, souffre d'un grand manque de clarté.

³ Rapport sur la coopération, déjà cité dans la note 1. Les idées dominantes dans les milieux de l'Internationale, dont s'inspirent les internationalistes de Barcelone, se retrouvent dans l'article De la coopération, déjà mentionné dans la note 6, p. 402, où l'on critique le système coopératif des socialistes bourgeois parce qu'il se limite „à continuer au sein du monde ouvrier la vieille pratique des bourgeois: l'exploitation du travail par le capital”; cette pratique „ne peut aboutir qu'à créer quelques dizaines ou quelques centaines de bourgeois”. Cf. M. Bakounine: *Oeuvres*, t.V, p. 211-212.

⁴ La Federación, 29 juin 1870, supplément n° 8, p. 15-16. Cf. A. Lorenzo: l.c., p. 171-172.

coopérative de la production „la grande formule de gouvernement de l’avenir”. Quant au présent, la coopération est souhaitable pour deux raisons: „elle maintient liés à nous ceux parmi nos frères qui ne participent pas encore au radicalisme de nos convictions”, et, en outre, elle permet „d’acquérir la pratique de la gestion des affaires” en vue de la société future.¹

La forme dont ces caisses de résistance devaient se constituer, ainsi que les coopératives elles-mêmes, était du ressort de la commission d’organisation sociale.² Cette dernière, non seulement travailla à forger une structure de cadres permettant l’implantation en Espagne de l’Association Internationale des Travailleurs, mais elle se proposa, en concordance avec la tendance dominante parmi les dirigeants, de créer „l’engrenage de sections et fédérations(...) qui devaient fonder la société future” une fois supprimées „toutes les institutions qui soutiennent les différences de classe et de condition”.³

Les structures organisationnelles présentées au Congrès tendaient, en substance, à encadrer l’ouvrier à la fois sur le plan professionnel et sur le plan local.

Sur le plan professionnel, la pièce maîtresse était la section de métier, qui groupait tous les individus appartenant à la même profession dans une localité donnée. La fédération des différentes sections d’un métier dans toutes les localités d’un pays constituait la Fédération du métier, qui avait la responsabilité d’organiser la résistance.

Sur le plan local, les sections de différents métiers constituaient la Fédération locale, qui était chargée d’organiser les services locaux, les coopératives, l’entraide, l’éducation, etc. Les Fédérations locales, fédérées à leur tour, formaient la Fédération régionale espagnole, qui, ensemble avec les autres fédérations régionales, devait constituer une Fédération mondiale.⁴

Au moyen de ces divers organismes, l’organisation de la résistance et de la coopération était établie en rapport avec les exigences immédiates de la vie ouvrière. En revanche, la fédération locale d’une part et

¹ La Federación, *ibid.* p. 15. Lorenzo, *l.c.* p. 170.

² La Federación, 29 juin 1870, supplément n° 8, p. 15.

³ La Federación, 1er. juillet 1870, supplément n° 10, p. 19. Cf. A. Lorenzo, *l.c.*, 181-182 et 178.

⁴ Ces renseignements sont tirés des Reglamentos típicos aprobados por el primer Congreso obrero de la Región española de la Asociación Internacional de Trabajadores, celebrado en Barcelona a 19 de junio de 1870, Barcelone, 1870, et de la Organización social de las secciones obreras de la Federación Regional Española adoptada por el Congreso obrero de Barcelona en junio de 1870 y reformada por la Conferencia de Valencia celebrada en septiembre de 1871, Barcelone, décembre 1871. Les deux documents se trouvent à l’Institut International d’Histoire Sociale d’Amsterdam. Le premier fut reproduit dans La Federación déjà citée note 8, p. 406.

les fédérations régionales et mondiale de l'autre, constituaient, dans l'esprit des dirigeants internationalistes, le germe de la future commune et de la future société fondées exclusivement sur le travail.

La question la plus vivement débattue, celle qui attira davantage l'attention des délégués au Congrès, fut indéniablement la quatrième : l'attitude de l'Internationale à l'égard de la politique. La manière de traiter le sujet, l'opinion exprimée par la commission correspondante et enfin la résolution proposée permettaient aux participants, bien plus que les trois points précédents, d'avoir une idée claire et nette de l'orientation nouvelle qu'on tentait de donner au mouvement ouvrier.¹ La coopération et la résistance étaient des idées depuis longtemps familières aux ouvriers catalans. Le caractère *solidaire* qu'on leur donna en les présentant au Congrès, c'est-à-dire leur fonction par rapport à la „société de l'avenir”, pouvait être interprété comme une aspiration lointaine, qui n'engageait pas à prendre immédiatement des décisions de conséquence. Il était possible de coopérer, de résister et même de s'organiser au sein de la société établie. En fait, il ne coûtait guère de voter pour un coopératisme, pour une résistance et même pour une organisation sociale dont le but final, s'il n'était pas incompris, se perdait cependant dans la brume d'un avenir éloigné et problématique.

Par contre, la question de l'abstention politique montrait clairement les conséquences immédiates de la nouvelle orientation que prenait le mouvement ouvrier. Il ne s'agissait plus de simples doléances, d'une protestation plus ou moins violente contre certaines injustices, mais d'un refus de participer à l'activité politique par suite d'une rupture totale et inconditionnelle avec la société constituée. Pratiquer l'abstention dans le domaine politique, cela signifiait se joindre franchement à une force qui préconisait l'action directe en vue de supprimer l'Etat et „d'établir à sa place la libre fédération des libres associations d'ouvriers agricoles et industriels”.²

En fin de compte, une intention fondamentale se manifesta tout le long du Congrès, avec des nuances différentes suivant les sujets abordés, mais clairement exprimée dans le quatrième point : la tendance vers „un nouveau système économique (...), un état social dont le seul

¹ En fait, c'est seulement ce sujet qui inquiéta la presse républicaine. *El Independiente*, de Barcelone, journal républicain issu de la fusion de *La Razón* avec *El Estado Catalán*, consacra plusieurs articles à cette question : *A los obreros ; A mis amigos, los obreros*, de José Roig Minguet ; *La clase obrera y el deber político* (22, 24, 26 et 28 juin, 6 et 8 juillet 1870, n° 2, 4, 6, 8, 16 et 18, p. 41-42, 54-55, 83-85, 107-109, 227- 229 et 259-261).

² Rapport de la commission chargée de la question : *l'Internationale face à la politique*, dans *La Federación*, supplément n° 14, 10 juillet 1870, p. 26. Cf. A. Lorenzo : l.c., p. 181.

agent doit être la représentation directe du travail”,¹ vers une véritable reconstruction de la société par la voie révolutionnaire.²

Le 17 juillet 1870, le Centre Fédéral des Sociétés Ouvrières, en acceptant les règlements approuvés par le Congrès, faisait entièrement sien le programme de ce dernier.³ Le numéro de *La Federación* publié immédiatement après, le 24 juillet, parut avec le sous-titre „organe de la Federación barcelonaise de l’Association Internationale des Travailleurs” à la place de celui d’„organe du Centre Fédéral des Sociétés Ouvrières”,⁴ que ce journal avait porté jusqu’alors. Le mouvement ouvrier barcelonais s’engageait ainsi officiellement dans les voies du collectivisme révolutionnaire.

Pendant, des désaccords avec l’orientation collectiviste des dirigeants barcelonais de l’Internationale s’étaient déjà manifestés, bien avant le Congrès Ouvrier de 1870, dans les colonnes de *La Federación* elle-même. Sans craindre de manquer d’objectivité, on peut situer ce courant de mécontentement autour de José Roca y Galés et de Juan Fargas,⁵ représentants d’un type de coopératisme dont les liens avec la politique ont déjà été exposés dans un article de cette revue.⁶

Nous disposons des compte-rendus sténographiques de toutes les interventions au Congrès ouvrier de 1870. Et pourtant, à travers les déclarations des congressistes, il n’est pas facile de se faire une idée de l’état réel du mouvement ouvrier barcelonais. Le nombre de ceux qui prirent la parole au cours de la discussion des rapports des diverses

¹ Ibidem. A. Lorenzo: l.c. p. 186. Le même rapport propose d’adopter „une attitude véritablement révolutionnaire, basée, à l’exclusion de tout autre élément, de toute autre idée, sur la formation rapide et directe de sociétés de travailleurs qui ne perdent jamais de vue l’objectif pour lequel elles furent créées, c’est-à-dire la destruction du pouvoir à tous les échelons, les plus hauts et les plus bas, du gouvernement et de l’administration”.

² Il s’agissait, comme l’avoue dans un article rétrospectif *La Federación* du 9 juillet 1871, n° 99, p. 1, Un poco de historia, d’élaborer „une constitution ouvrière qui servirait à la fois pour détruire l’édifice social bourgeois (...) et pour organiser la nouvelle société fondée sur la pureté de la démocratie, sur l’anarchie (...)”.

³ Cf. *La Federación*, 24 juillet 1870, n° 49, p. 1.

⁴ Ibidem. En fait, bien que le journal fût diffusé avec ce sous-titre, la fédération locale barcelonaise ne se constitua que le 1er. septembre 1870. Cf. *La Federación*, 18 septembre 1870, n° 57, p. 3. Voir également l’annonce de la page 4.

⁵ Voir la lettre que Juan Fargas, un des compagnons coopératistes de Roca y Galés (cf. *La Asociación*, 10 juin 1866, n° 10, p. 130-132, une lettre signée par plusieurs coopératistes), adresse à *La Federación*, dans laquelle il s’oppose à ceux qui, défendant la „coopération solidaire”, méprisent les coopératives isolées. Cf. *La Federación*, 27 février 1870, n° 31, p. 2. Voir aussi les articles de Roca y Galés sur le thème *Economía social* publiés dans le même hebdomadaire, 20 mars 1870, n° 34, p. 1-2, 27 mars, n° 35, p. 2, 3 et 24 avril, n° 36 et 38, 1 et 15 mai, n° 39 et 41, p. 2-3 et p. 2.

⁶ Le socialisme et le mouvement ouvrier à Barcelone à la chute d’Isabelle II, dans *International Review of Social History* (1959), p. 18-21.

commissions fut relativement limité,¹ et surtout la maturité politique de beaucoup de délégués est fort contestable.² Il est donc difficile d'attribuer à de solides courants de pensée des attitudes simplement déterminées par l'opportunisme et la pression de l'opinion dominante ou encore par des sympathies ou des antipathies absolument incontrôlables.

Deux faits sont pourtant hautement significatifs à cet égard. Le premier concerne l'attitude de l'Internationale, parfaitement claire pour tous les assistants, vis-à-vis de la politique. Dans cette question, décisive pour le crédo bakouniniste que les dirigeants de l'Internationale voulaient imposer, l'opposition obtint que la commission chargée du rapport rectifiât substantiellement la conclusion présentée au vote de l'assemblée: l'abstention politique n'était recommandée qu'aux corporations, les individus restant libres de participer ou de s'abstenir.³ De plus, la conclusion, même modifiée, n'obtint que 61 pour cent des voix.⁴

Le deuxième fait est que la grande majorité des délégués catalans qui penchèrent pour l'abstentionnisme politique appartenaient à la

¹ Aux débats prirent part 33 délégués différents, c'est-à-dire un peu plus du tiers des congressistes, qui étaient en tout 89. Cf. la liste de 85 délégués dans *La Federación* du 21 juin 1870, supplément n° 1, p. 1, auxquels il faut ajouter quatre autres délégués admis comme représentants légitimes à la séance administrative du 23 juin. Cf. *La Federación*, 7 août 1870, supplément n° 21, p. 36.

² Un exemple de l'inconstance des congressistes est celui constitué par le débat ouvert pour savoir s'il fallait discuter ensemble ou séparément le rapport sur l'organisation sociale, présenté par la commission correspondante, et une proposition de Roca y Galés sur le même sujet. Juan Nuet, représentant de la société des serruriers, apostropha ainsi le Congrès: „Citoyens, je n'aurais jamais cru que vous puissiez être si veules pour détruire en moins de cinq minutes ce qui vient de se faire, c'est-à-dire une décision si récemment prise; ce qui, bien entendu, donnera l'impression que ce Congrès n'est pas formé par des hommes aussi sérieux que vous l'êtes en réalité. Moi-même, j'ai indirectement appuyé la proposition qui nous occupe et j'ai combattu l'idée de discuter ensemble le rapport et le document (qu'on présente comme un point de vue particulier), car moi aussi j'aime qu'on ne mélange pas les questions. Mais maintenant le problème est délicat: il y va de la bonne réputation du Congrès (...)”. Cf. *La Federación*, 5 juillet 1870, supplément n° 11, p. 21.

³ La résolution votée par le Congrès recommande aux sections „de renoncer à toute action corporative ayant pour but d'accomplir la transformation sociale au moyen des réformes politiques nationales, et elle les invite à consacrer toute leur activité à la constitution fédérative de tous les corps de métier, seul moyen d'assurer le succès de la révolution sociale”. Cf. *La Federación*, 10 juillet 1870, supplément n° 14, p. 27, et A. Lorenzo, l.c. p. 198. – Cette résolution était la reproduction textuelle de celle du Congrès suisse de La Chaux de Fonds (cf. J. Guillaume, *L'Internationale*, v.I., p. 54), à l'exception du mot „corporative”, qui avait été introduit dans la résolution du Congrès de Barcelone pour laisser sa liberté au courant qui exigeait l'indépendance dans l'action politique. En ce même sens, il est significatif que les assemblées préparatoires tenues à Barcelone avant le Congrès, par exemple celle du 29 mai 1870, aient approuvé intégralement le texte de La Chaux de Fonds. Cf. *La Federación*, *El Congreso Obrero de la Región Española*, 5 juin 1870, n° 44, p. 1.

⁴ Voir les résultats de ce vote dans *La Federación*, 7 août 1870, supplément n° 21, p. 36.

ville de Barcelone, alors que ceux qui votèrent contre représentaient des villes et des villages du reste de la Catalogne. Ce décalage s'explique facilement: le noyau dirigeant s'était chargé de préparer l'opinion par une série d'assemblées organisées avant le Congrès¹ auxquelles n'assistèrent pas ceux qui demeuraient hors de Barcelone.

Si l'on ajoute à tout cela le nombre élevé d'ouvriers qui restaient en marge des associations,² il n'est pas hasardeux de conclure que l'orientation rigoureusement révolutionnaire fut l'oeuvre d'une minorité, dans laquelle se signalèrent, avec Farga Pellicer, un groupe d'étudiants et le médecin Gaspar Sentiñón. Toutes ces observations, fruit d'une lecture attentive des procès-verbaux du Congrès Ouvrier, justifient le reproche adressé par Anselmo Lorenzo, participant actif à ces premières luttes, aux dirigeants du mouvement ouvrier collectiviste en ce qui concerne l'orientation générale prise pendant la Première Internationale, reproche qui peut s'appliquer aussi à ce cas concret: „Combien plus avantageux cela aurait été” – dit-il – „si l'Alliance, au lieu d'arracher des décisions et des solutions par surprise, avait entrepris une oeuvre d'éducation et d'instruction en vue d'obtenir des décisions et des solutions résultant de volontés conscientes”.³

CONCLUSION

Avant et après 1868, deux tendances fondamentales s'exprimaient dans l'orientation du mouvement ouvrier catalan (mouvement d'ail-

¹ Elles étaient annoncées par La Federació du 15 mai 1870, n° 41, p. 1; ibidem, 29 mai 1870, n° 43, p. 1, et 5 juin 1870, n° 44, p. 1.

² Cf. Le socialisme et le mouvement ouvrier à Barcelone à la chute d'Isabelle II, dans *International Review of Social History* (1959), p. 21, n. 1. Dans les déclarations de certains délégués, on trouve quelques indications de la résistance opposée par beaucoup d'ouvriers à l'association, avant le Congrès Ouvrier de 1870. Voici plusieurs exemples: Antonio Illa, représentant des tisseurs de voiles, déclare: „(...) ils ne croient pas aux avantages de l'association, et ces individus nous font du mal, car ils travaillent à la place de celui qui chôme [c'est-à-dire de celui qui se met en grève]”. Cf. La Federació, 23 juin 1870, supplément n° 4, p. 7. – Domingo Gras, des marins: „Après la Révolution, certains se sont associés, mais il y a tout de même beaucoup d'indifférence”. Ibidem, supplément n° 3, p. 6. – Joaquín Ricra, des tailleurs: „Plus tard [il se réfère en général à la période postérieure à 1860], l'idée sociale s'est développée et on a fait des efforts pour la développer encore, mais on n'a pas obtenu des résultats, car il y a une grande indifférence à l'égard de l'association”. Ibidem, supplément n° 4, p. 7. – Juan Bargalló, des sculpteurs et marbriers: „Notre exploitation vient de ce que la majorité de la classe n'est pas associée et pense que son salut se trouve dans les mains des bourgeois”. Ibidem, 26 juin 1870, supplément n° 4, p. 8. – Une lettre de Sentiñón à Joukowski, du 16 janvier 1871, témoigne de la faible pénétration des idées internationalistes. Après avoir constaté que la Fédération locale de Barcelone ne fonctionne pas bien, Sentiñón exprime des doutes sur l'éventualité de leur participation ou non aux élections aux Cortès. Or, si la masse avait répondu à l'orientation abstentionniste, ce problème ne se serait même pas posé. Cf. Max Nettlau: Miguel Bakunin, *la Internacional y la Alianza en España*, Buenos Aires, 1925, p. 65-66.

³ A. Lorenzo: *El proletariado militante*, v. II, Barcelone, 1925, p. 291.

leurs limité et minoritaire par rapport au nombre considérable d'ouvriers inorganisés): celle d'un coopératisme libéral, strictement respectueux de l'ordre existant, dont l'application à l'ensemble de la classe ouvrière ne pouvait être en tous cas considérée que comme un lointain idéal, et celle d'un socialisme de type réformiste, se proposant d'intervenir légalement dans le domaine de l'économie.

Sur le terrain des principes, le seul point commun entre l'idéal révolutionnaire et intransigeant de Bakounine et les conceptions de la tendance socialiste était la conviction qu'une révolution simplement politique serait insuffisante. Cependant, cette insuffisance n'était pas comprise de la même manière par Bakounine et par les autres. Pour les socialistes espagnols, il s'agissait de nier la validité de la formule libérale qui considérait le domaine économique comme étant régi par des lois autonomes, et de promouvoir une politique sensible aux problèmes économiques, décidée à instaurer un ordre, une réglementation, dans un domaine où régnait la loi du plus fort. Pour Bakounine, en revanche, le problème était abordé d'une façon radicale. Ce qu'on exigeait c'était une reconstruction de la société qui ne pouvait se faire spontanément, mais devait être provoquée par une révolution, par l'action directe tendant à détruire les bases mêmes de la société existante et à préparer l'instauration d'une nouvelle forme égalitaire de vie sociale.

Cette conception radicale fut projetée sur le mouvement ouvrier catalan après le Congrès de Bâle, où Farga Pellicer et G. Sentiñón subirent „l'influence directe de Bakounine”.¹ La nouvelle orientation révolutionnaire, diffusée principalement par La Federación et adoptée finalement par le Centre Fédéral des Sociétés Ouvrières, reproduisait fidèlement, et parfois même littéralement, celle qui prédominait dans les milieux collectivistes proches de Bakounine. L'échec de l'insurrection républicaine de l'automne 1869 contribua sans doute à renforcer dans le groupe dirigeant de l'Internationale à Barcelone la méfiance à l'égard de tous les mouvements politiques et à le pousser dans les voies de l'intransigeance et de la rupture révolutionnaire.²

Dans la classe ouvrière catalane, le radicalisme révolutionnaire fut, au début, un produit importé. Sa force était limitée: il n'avait des

¹ L'expression est de A. Lorenzo, *ibid.*, v. I., Barcelone, 1902, p. 62.

² Voir à ce propos l'article *Las clases trabajadoras y la política*, dans *La Federación*, 12 juin 1870, n° 45, p. 1. Pour justifier la position abstentionniste de l'Internationale dans le domaine de la politique, l'auteur donne, parmi d'autres, l'argument suivant: „Les peuples se soulèvent contre ces indignes limitations de la liberté [d'après le contexte, il se réfère à la révolution républicaine de 1869], et un Castelar, un Figueras, un Pi y Margall, qui sont les membres de la Chambre les plus avancés, loin de prendre part au soulèvement, somment les insurgés de déposer les armes, ou se placent du côté du Gouvernement, sous le prétexte de ne pas susciter des troubles”.

racines que dans une petite minorité. La masse ouvrière, si elle adhérerait au mouvement, le faisait presque exclusivement sur la base de la défense des intérêts professionnels: „si (...) on avait dû attendre” – avoue Anselmo Lorenzo – „que les corporations ouvrières adhèrent à l’Internationale à la suite d’une évolution effectuée par leurs propres moyens, les ouvriers catalans n’auraient jamais été internationalistes”; la ferveur socialiste de Barcelone et de la Catalogne d’alors – poursuit Lorenzo – était „par rapport au grand idéal que représentait l’Internationale (...) ce que par rapport à l’idée de justice sont toujours les intérêts et les soucis matériels: un obstacle, un poids conservateur, réactionnaire”.¹

Certes, le noyau dirigeant de Barcelone sut se placer aux postes clés des organisations ouvrières, au Centre Fédéral et à son organe de presse. Mais cela n’empêcha pas que dans le domaine concret de la résistance, la tendance spontanée du mouvement ouvrier vers la lutte spécifiquement professionnelle s’imposât par-dessus toute tentative de révolution radicale.

L’évolution du mouvement ouvrier après le Congrès de 1870 n’a été qu’esquissée dans ces pages. Tel était d’ailleurs notre propos. Ce sujet, comme beaucoup d’autres soulevés au cours de ce travail, reste offert à la curiosité des chercheurs.

¹ A. Lorenzo: *El proletariado militante*, v.I., Barcelone, 1902, p. 62-63.